



# ELECTIONS CANTONALES

## 15 et 22 mars 1998



*Notre canton a absolument besoin d'un Conseiller Général présent sur le terrain, proche de ses habitants et dont le principal souci sera d'en défendre les intérêts.*

**Gérard SEGURA**, candidat du Parti Socialiste, soutenu par le Parti Radical de Gauche et des personnalités locales, s'engage dans ce sens.

### EDITO

Le 15 mars prochain vous aurez à voter pour l'élection régionale et pour le 1er tour de l'élection cantonale.

Pour l'élection régionale, vous voterez pour la liste plurielle de la gauche.

Son succès permettra d'en finir avec le monopole de la droite sur les régions et d'apporter ainsi au gouvernement de Lionel JOSPIN des atouts supplémentaires de poursuivre les réformes engagées.

L'élection cantonale doit permettre, elle, dans notre ville de rompre avec le même monopole des partis de droite. Ils cumulent depuis trop longtemps l'ensemble des postes d'élus et ils ont fait la preuve de leur incapacité.

Je suis candidat à cette élection, présenté par le Parti Socialiste, soutenu par le Parti Radical de Gauche, des personnalités locales et plus de 500 Aulnaysiens du canton nord.

Cette élection cantonale est aussi l'occasion de renforcer la présence des socialistes au sein du Conseil Général afin de donner encore plus à l'Assemblée Départementale l'image qui est celle de la Gauche Plurielle au gouvernement de Lionel JOSPIN.

Il existe aujourd'hui aussi une autre exigence des citoyens à laquelle répond le projet du gouvernement de limitation du cumul des mandats.

Je ne suis détenteur d'aucun autre mandat. Cela me permettra de me consacrer pleinement à mon travail de Conseiller Général dans cette partie de la ville que je connais bien.

Nos concitoyens ont de nombreuses attentes. Toutes ne sont pas satisfaites mais ils ont tous constaté les réformes en cours. Elles vont dans le bon sens. La loi sur les 35 heures a été votée et vont s'ouvrir maintenant les négociations entre partenaires sociaux. La loi contre l'exclusion va être discutée dans les semaines qui viennent. Un ministre à la ville sera nommé. Je soutiens les avancées actuelles de la politique du gouvernement de Lionel JOSPIN. Je saurai aussi me faire l'écho chaque fois que nécessaire des exigences des électeurs et de mes concitoyens.

Dans le canton nord, le premier tour de l'élection législative de mai dernier a mis le candidat du Parti Socialiste, Harlem Désir, largement en tête des candidats de gauche. Au second tour, il devançait le Front National et talonnait J.C. ABRIOUX de 15 voix.

Voter pour le candidat socialiste dès le premier, c'est lui permettre de rassembler la gauche et les démocrates au second tour et franchir un pas décisif vers la victoire et le changement dans notre ville.

*Gérard Segura*

### PORTRAIT

Un aulnaysien pour les aulnaysiens

p 2

### GPU

Rien n'a vraiment changé pour la population et pour ceux qui y travaillent

p 2

### L'EDUCATION: Une priorité.

P 3

### EMPLOIS JEUNES

p 3

### SECURITE - POLITIQUE DE LA VILLE

p 4

### ACTION SOCIALE:

Habitat - Handicapés - RMI

p 4

### BREVES:

Quand monsieur GAUDRON parle concret...

p 4

### COMITE DE SOUTIEN:

Ils appellent à voter

**Gérard SEGURA**

dès le 15 mars 1998.

p 4

### Calendrier des prochaines réunions publiques:

**Mercredi 25 février:**

### Rencontre avec les personnes du 3ème âge à 15h

Salle Gainville (route de Sevran)

En présence de **Gilbert ROGER**,

Maire de Bondy, Vice-Président du Conseil Général chargé de l'aide sociale, de l'action sociale en direction des personnes handicapées et des personnes âgées et du RMI.

**Vendredi 6 mars :**

### Réunion de quartier à 20h30

Réfectoire Ambourget

**Lundi 9 mars :**

### SECURITE - POLITIQUE DE LA VILLE à 20h30

Réfectoire école Jules Ferry  
(19 rue de Tourville)

En présence de **Bruno LEROUX**,

Député Maire d'Epinaux sur Seine, Auteur du rapport "Une politique de sécurité au plus près du citoyen".

**Vendredi 13 mars :**

### MEETING DE FIN DE CAMPAGNE du 1er tour à 20h30

Préau de l'école Croix Rouge



## **GPU: CE GRAND PROJET QUI DEVAIT ETRE UN PROGRAMME EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION...**



Voilà près de 5 ans que la Ville d'Aulnay, pour ses quartiers Nord est entrée dans le dispositif GPU.

En 1996, elle a reçu le label de l'Europe et bénéficié du Pic Urban et les quartiers Nord ont été désignés en Zone de revitalisation Urbaine. Cette reconnaissance par l'Etat et par la Communauté européenne de la difficulté de vivre de ces quartiers s'est accompagnée de plusieurs millions de Francs (le chiffre exact n'a jamais été annoncé clairement par les responsables de la ville).

De multiples cabinets d'études gravitent autour de ce dispositif et se font payer grassement de nombreux rapports.

Mais qu'en est-il des attentes des habitants?

Malgré des objectifs nationaux ambitieux de développement économique et d'insertion, de services aux habitants, de travail en partenariat avec l'Ecole, d'actions en faveur de la jeunesse et d'évolution de l'habitat et du cadre de vie,

### **RIEN N'A VRAIMENT CHANGE DANS CES QUARTIERS POUR LA POPULATION ET POUR CEUX QUI Y TRAVAILLENT.**

Les habitants sont volontairement tenus éloignés des décisions. Leurs aspirations sont ignorées. Un écran de fumée entoure l'utilisation des fonds. La plupart des actions qui sont menées et annoncées par les responsables municipaux au titre du GPU relèvent de l'activité normale de toute municipalité (ramassage des gros objets, réhabilitation de locaux scolaires, par exemple) mais sont financées grâce au GPU.

Quant au volet économique et d'insertion sociale, les responsables multiplient des structures qui aident un nombre infime de

personnes ( le chiffre des dossiers suivis n'est pas annoncé), sans qu'aucune action volontariste d'aide à l'emploi soit mise en place.

**Comment justifier que dans un tel contexte, avec un taux de chômage supérieur à 20% dans ces quartiers, Monsieur Abrioux refuse de s'insérer dans le plan Emploi-jeunes?**

Les grandes décisions sur l'habitat, sur l'enfouissement de la F2 sont prises sans concertation véritable avec les habitants. Les options envisagées pourraient être néfastes pour ces quartiers déjà fragilisés. Passés les effets d'annonce, les habitants, les commerçants sont laissés dans l'ignorance de leur devenir. Les habitants ignorent l'utilisation des sommes allouées, c'est inacceptable!

Il y a pourtant des demandes concrètes et de bon sens:

les habitants souhaitent garder leurs commerces de proximité

ils ont une aspiration légitime à la sécurité les jeunes ont besoin de locaux et d'encadrement adapté (travailleurs sociaux, médiateurs, éducateurs)

le quartier a besoin de renforcer ses équipements sociaux et ses services publics (une antenne de police ouverte en permanence, une école maternelle supplémentaire ....)

les jeunes doivent, comme ailleurs bénéficier du plan Emploi-jeunes.

les associations doivent être aidées et soutenues.

Voilà des propositions concrètes qui justifieraient les fonds accordés et qui participeraient des objectifs annoncés.

L'équipe de Monsieur Abrioux et de Monsieur Gaudron est dans une autre logique: celle qui aggrave les inégalités sociales, celle qui entraîne l'exclusion et celle qui accentue le traitement injuste des différents quartiers de la ville.

A l'heure actuelle, il n'y a pas d'action politique d'ampleur, dynamique et offensive pour la prise en charge des difficultés de ces quartiers, l'équipe municipale mène des actions décousues et déconnectées des réalités.

**Il faut changer tout cela. Faire la lumière sur tous les projets en cours, mettre tout à plat et consulter sérieusement toute la population.**

## **UN AULNAYSIEN POUR LES AULNAYSIENS**

Né à Ammi-Moussa, en Algérie en 1948, je suis arrivé en France à l'âge de 15 ans. Ma famille s'est installée en 1967 à la cité des Etangs où mon père était employé du Logement Français.

Après avoir vécu dans différents quartiers du canton (aux Merisiers, à Balagny, à Anatole France, aux 3000) j'habite aujourd'hui dans le quartier du Coudray avec ma compagne et mes trois enfants, Nicolas 24 ans, Alexandre 8 ans et Valentine 3 ans.

J'ai débuté ma carrière d'instituteur au collège Victor Hugo puis j'ai enseigné dans les écoles Aragon et Petits Ormes. J'ai ensuite été directeur d'école à Paul Eluard de 1981 à 1993.

A quarante trois ans, j'ai repris la chemin de l'université pour devenir professeur d'espagnol et après un an au collège Debussy, j'exerce actuellement au Lycée Voillaume.

J'ai eu 20 ans en 1968. Comme beaucoup je suis entré en politique à la faveur des événements et par le syndicalisme étudiant, l'UNEF.

Instituteur, j'ai poursuivi mon engagement et je me suis investi dans les responsabilités syndicales dans ma profession où j'ai occupé plusieurs mandats de délégué du personnel, puis dans le syndicalisme interprofessionnel. J'ai participé à la vie associative, notamment dans les associations de parents d'élèves et j'ai été à l'initiative de la création de l'Association Sportive et Culturelle des Merisiers et des Etangs.

Adhérent du Parti Socialiste depuis 12 ans, j'habite, je travaille et je milite depuis 30 ans dans le canton nord de notre ville.

Les commerçants de la Rose des Vents et des Etangs sont tous dans une situation précaire. Les uns sont financièrement étranglés après des mois de déboires avec le Logement Français et n'ont plus d'autres choix que de fermer boutique.

D'autres ne voient pas leurs baux renouvelés sans qu'on leur en donne la moindre explication.

Comment dans ces conditions, envisager l'avenir, faire des projets et éventuellement embaucher ?

Un silence pesant et bien entretenu règne sur le sort qui leur sera réservé. Reclassement, mais dans quelles conditions ? Que deviendra la galerie du Galion ? Pourquoi les parkings existants ne sont-ils pas rénovés, surveillés et ouverts au public ? Ils permettraient pourtant de régler nombre de nuisances pour les habitants de la cité, ceux de la zone pavillonnaire; notamment les jours de marché !

Tout se passe comme dans une fin de règne, celle d'un avenir incertain où tout projet est interdit. Ou bien ce qui est pire où l'on dissimule ce qui est prévu.



# L'EDUCATION: UNE PRIORITE

## LES AIDES-EDUCATEURS

Pour l'application du plan Emploi jeune, 800 jeunes ont été recrutés par l'Education Nationale en Seine saint Denis.

A Aulnay, sur les 57 postes prévus dans les écoles élémentaires et maternelles 47 sont déjà pourvus; et 34 sur les 47 prévus dans les collèges.

Le gouvernement avance dans la mise en œuvre des engagements pris. Enseignants et parents d'élèves sont satisfaits de ce dispositif qui permet un taux d'encadrement des élèves plus important.

Les jeunes, assurés d'un emploi pour 5 ans, y trouvent pour un très grand nombre, l'occasion d'une première expérience professionnelle et un salaire dont ils ont besoin tout en ayant la possibilité de suivre ou de poursuivre une formation.

## LES ECOLES DES MERISIERS DOIVENT INTEGRER LA ZEP

Le ministère doit réexaminer la carte des Zones d'Education Prioritaire.

Les écoles Merisiers réclament depuis plusieurs années leur classement en ZEP. Au regard de la situation sociale des familles, des résultats scolaires des élèves et du nombre d'incidents en milieu scolaire leur rattachement en ZEP se justifie.

Il se justifie d'autant plus que ce secteur fait partie du Contrat de Ville et que le quartier bénéficie également du GPU.

Lors du réexamen de la carte des ZEP, le Ministère de l'Education Nationale doit y inclure les écoles Merisiers. Cela permettrait une baisse sensible des effectifs, des crédits de fonctionnement supplémentaires sur projets et une reconnaissance de la difficulté d'y enseigner.

**Gérard SEGURA est déjà intervenu en ce sens auprès de Ségolène ROYAL et il fera tout pour que ce dossier aboutisse.**

## MATERNELLE BOUGAINVILLE: UNE URGENCE!



Pendant encore combien d'années les enfants des quartiers Paul Eluard et Bougainville seront-ils accueillis à la maternelle dans des locaux insalubres, ne remplissant pas les conditions d'hygiène et de sécurité ? Pendant encore combien de temps le manque de locaux bloquera-t-il la

scolarisation des enfants de 2 ans, priorité pourtant des écoles en ZEP, et obligera-t-il de nombreuses familles à inscrire leurs enfants dans des écoles hors secteur ?

Le même problème subsiste dans les écoles des Perrières, de Croix saint Marc, de Malraux, d'Ambourget...

**Quand on y regarde bien, on constate qu'il s'agit encore et toujours d'écoles situées dans les grandes cités du nord.**

**Il est plus que temps que ces écoles soient traitées au même titre que les autres et que cesse une discrimination nuisible au bon équilibre de la ville.**

## COLLEGES

Le Conseil Général a consacré un budget de 300 millions de francs à la construction des collèges d'Aulnay. Le seul collège Victor Hugo qui sera livré en septembre 2000 a un budget prévisionnel de 100 millions.

Le Conseil Général c'est aussi 650.000 francs pour la réhabilitation de l'installation de chauffage du collège Claude Debussy en 1997, c'est le financement des foyers socio-éducatifs des 5 collèges de la ville, c'est 450.000 de francs pour la mise en conformité de la SES du collège Pablo Neruda.

Comme le démontrent tous ces dossiers traités par Anne-Marie MAHEAS vice-présidente (PS) du Conseil Général, chargée des affaires scolaires, le Conseil Général s'engage dans la construction et l'entretien des collèges.

Les parents d'élèves des collèges du canton nord aimeraient connaître le bilan des interventions et de l'implication de Monsieur GAUDRON dans la vie des collèges dont il est membre de droit du conseil d'administration.

# EMPLOIS JEUNES

Des villes du département se sont engagées dans le dispositif Emploi Jeunes :

Epinay : 100	Montreuil : 100	St Denis : 100
Bondy : 50	Drancy : 50	Noisy le Grand : 70
Aubervilliers : 61	Villetaneuse : 2	Pré St Gervais : 45
Clichy : 30	La Courneuve : 30	Tremblay : 30
Romainville : 30	Pierrefitte : 30	Sevran : 20
Livry Gargan : 12	L'île St Denis : 8	Le Bourget : 10
Dugny : 8	Bagnolet : 10	Montfermeil : 10
Le Raincy : 5	Gournay : 2	Neuilly sur Marne : 48



## CARTON ROUGE AULNAY SOUS BOIS: 0

**"La commune a déjà fait beaucoup d'efforts"**  
(J.C. Abrioux, Député Maire - Le Parisien du 27.11.97)

L'engagement pris par Lionel JOSPIN pour réduire le chômage des jeunes par la création de 350 000 emplois publics est en cours de réalisation.

Martine AUBRY vient de signer avec le président du Conseil général et le Préfet de la Seine saint Denis un contrat d'objectifs de création de 9000 emplois. Soit 50% des 18000 jeunes actuellement au chômage dans notre département.

1740 emplois sont prévus dans l'Education Nationale et 351 emplois d'adjoint de sécurité.

Le groupe PS du Conseil général a permis que soit déjà dégagé un objectif de 400 emplois. Il a également réclamé, ce qui n'est pour l'instant pas encore acquis, un cofinancement sur des projets des communes ainsi qu'une prise en considération des jeunes à faible niveau de formation.

A la date du 15 février 1000 jeunes au total ont déjà été embauchés.

Il est à noter que 5 villes sur 40 sont encore totalement réfractaires au plan Emploi Jeunes, **5 villes de droite dont Aulnay sous Bois.**

La majorité municipale considère qu'elle "en fait assez pour les jeunes" (réponse faite à Philippe GENTE, conseiller municipal socialiste lors du conseil municipal du 18 décembre 1997).

Pourtant la prise en charge par l'état de 80% du salaire de ces jeunes permettrait de créer dans notre ville de nombreux emplois de proximité pour renforcer la vie associative, encadrer les jeunes, aider les personnes âgées, promouvoir la prévention de la délinquance et renforcer la sécurité.

Cela permettrait de mettre le pied à l'étrier à des centaines de jeunes, de leur assurer un salaire et une formation pendant 5 ans, de les intégrer à la vie de la cité.

Il faudra bien imposer à monsieur ABRIOUX et à monsieur GAUDRON les avancées mises en œuvre par le gouvernement de Lionel JOSPIN.

**L'élection cantonale sera l'occasion d'élire celui qui, porteur de la politique des socialistes, saura aider les jeunes et leurs familles à imposer à Aulnay le changement en marche dans notre pays.**



## SECURITE - POLITIQUE DE LA VILLE

L'insécurité est une inégalité sociale. Elle touche d'abord les plus démunis, les plus faibles, les jeunes, les personnes âgées. Elle sévit forcément plus dans les secteurs à forte urbanisation. Le chômage y fait les plus grands ravages. Elle bouleverse les manières de vivre, distille la méfiance et nourrit les affrontements violents et asociaux.

Le gouvernement de Lionel JOSPIN a pris des mesures : lutte contre la violence et l'échec scolaire, emplois jeunes, contrats locaux de sécurité, réforme de la justice pour qu'elle soit plus protectrice plus rapide, plus efficace.

Citoyenneté, proximité, efficacité, le gouvernement a indiqué ses priorités dans le

colloque de Villepinte. Le traitement de l'insécurité ne pourra être séparé de la lutte contre le chômage. Il doit être aussi envisagé dans une politique d'ensemble de la cité comme le préconisent les propositions du rapport SUEUR et comme l'envisage le projet de loi contre l'exclusion. Encore faudra-t-il que la majorité municipale accepte de s'intégrer à ce dispositif.

On ne peut prétendre lutter contre l'insécurité si on ne lutte pas contre l'exclusion sociale et le chômage. La droite qui, au Parlement s'oppose à la Loi sur les 35 heures et qui, à Aulnay refuse de créer des emplois jeunes renonce de ce fait à s'attaquer à la racine des problèmes.

## Quand monsieur GAUDRON parle concret...

On note à l'actif de monsieur le candidat RPR sortant, 3 interventions en 4 ans lors des séances du Conseil Général. C'est peu !

Il est à retenir celle du 2 décembre 1997 à l'occasion du débat d'orientation budgétaire. Lors de son intervention, il demande un soutien financier accru du conseil général aux associations sportives: "...j'allais dire mettre le paquet sur les emplois qui viennent d'être créés pour les impliquer dans le domaine sportif. C'est certainement une bonne chose, parce que l'intégration passe dans nos banlieues, souvent par le sport."

Alors, pourquoi les jeunes footballeurs aulnaysiens ne peuvent-ils disputer de rencontres de haut niveau faute de stade aux normes ?

Parents et enseignants ont encore en mémoire la longue bataille qu'ils ont dû mener pour obtenir l'annulation de la délibération municipale qui augmentait le tarif des études en 1997. Cette hausse était justifiée par un soi-disant déficit. Ils se rappellent surtout leur entrevue avec monsieur GAUDRON à qui, chiffres en main, ils avaient démontré l'absence totale du dit « déficit ». Et ils se souviennent de sa réponse: "... Si le déficit n'est pas probant dans les chiffres qui vous ont été communiqués, nous en trouverons un, ne vous en faites pas! ... "

Les riverains de la rue Jean Charcot se sont adressés à maintes reprises à monsieur GAUDRON pour lui demander d'intervenir contre les nuisances provoquées par les poids lourds.

Il leur a été répondu: "... il n'y a rien à faire..."

Ni comme Conseiller Général, ni comme premier adjoint chargé de l'urbanisme? A quoi sert-il?

## ACTION SOCIALE (habitat, handicapés, RMI...)

Le Centre Communal d'Action Sociale et l'action sociale ont été regroupés au sein d'une direction unique.

L'instruction, le traitement administratif de toutes les demandes de prestations et d'aide sociale se font désormais dans les antennes sociales informatisées et reliées à la nouvelle direction.

Cette réorganisation aurait pu avoir des effets positifs, mais à vrai dire, les moyens matériels et humains mis au service du nouveau dispositif sont très faibles. Ils se traduisent notamment par des réductions d'effectifs et ne répondent pas aux besoins de la population en difficulté.

Dans la ville, cela concerne les aides légales (cartes d'invalidité pour handicapés, personnes âgées, obligation alimentaire, aides médicales diverses, dispositif RMI, Fonds de Solidarité au Logement des plus démunis, prévention de l'enfance en danger...).

Quels que soient les efforts réalisés par les professionnels de terrain, ce secteur souffre d'une absence d'orientation globale qui prenne en compte dans sa diversité la situation concrète des populations concernées.

**La conséquence directe en est l'aggravation des difficultés de la population la plus démunie de notre ville, celle qui habite principalement le canton nord.**

Le manque d'effectif concernant le fond social au logement et l'absence d'une volonté politique de la majorité municipale aboutissent à une dégradation continue de l'accès (ou du maintien) de nombre de nos concitoyens à un habitat social correct.

**Les propositions d'insertion à l'intention des RMistes financées par le Conseil Général ne sont pratiquement plus exécutées, au point que les services préfectoraux s'en sont émus. La prévention de l'enfance en danger est absente.**

Sans compter le fait que les attributions d'aides et de prestations sociales sont effectuées sur des critères que beaucoup aimeraient connaître exactement.

Faut-il là encore préciser que le Conseiller Général sortant, candidat à sa propre réélection, président de l'OPHLM est un grand absent du débat sur ces questions ?

**Le mouvement des chômeurs ne lui aura donc rien appris de la situation de désespoir grandissant de centaines de familles qui habitent le canton qu'il prétend encore représenter !**

# Aulnay canton nord, il faut que ça change!

## COMITE DE SOUTIEN

**Le 15 mars 1998, nous voterons deux fois le même jour.**

**La première pour composer le Conseil régional d'Ile de France.**

Il s'agit de mettre fin à un long règne de la droite, marqué par "les affaires" et d'empêcher la main mise du front national sur la région. La gauche plurielle s'est unie pour ce scrutin de liste à la proportionnelle.

**La deuxième pour élire au scrutin uninominal, le Conseiller Général du canton d'Aulnay nord.**

Vous donnerez congé au candidat de droite qui a suffisamment à faire comme premier adjoint au maire dans une équipe municipale divisée, inefficace et au bout du rouleau.

Vous repousserez la démagogie illusoire, dangereuse pour la cohésion sociale et les libertés du candidat du Front National.

Vous choisirez Gérard SEGURA qui se présente pour le Parti Socialiste, dans la ligne du dialogue, des réformes sociales et démocratiques équilibrées et efficaces de Lionel JOSPIN.

**Gérard SEGURA, homme de terrain, partisan du non cumul des mandats, s'engage pour le canton d'Aulnay nord et le département de la Seine Saint Denis.**

Il mérite votre confiance.

Claude MICHEL, Président du comité de soutien.



### Ils appellent à voter Gérard SEGURA dès le 15 mars 1998.

Déjà plus de 500 Aulnaysiens ont rejoint le comité de soutien dont:

Philippe GENTE (conseiller municipal PS) - Bernard CASTAGNEDE (conseiller municipal PRG, député européen) - Rezak BEZZAOUYAH (conseiller municipal PRG) - Jean Claude WALTER (Secrétaire de section du PS d'Aulnay s/s Bois) - Harlem DESIR (cadre associatif, membre du Conseil Economique et Social) - Emile PASSION (responsable local PRG) - Billel OUADDAH (gestionnaire) - Ahmed LAOUEDJ (cadre associatif) - Pierre Richard KIST (responsable associatif sportif) - Thérèse MARIANNE (maître de conférence) - Corine VERRANDO (responsable d'association) - Marc COUVRAT (directeur d'école) - Elisabeth BENIE (couturière) - Jacques CAMPCROS - Guy CHALLIER (responsable d'association) - Cyril AVENTURIN (responsable d'association) - Sighane DIOP (responsable d'association) - Jean VERGNOLLE (syndicaliste) - Marius DZELLAT (syndicaliste) - Carlos PATINO (chef d'entreprise) - Brigitte MARMOUGET (institutrice) - Hélène DESCARPENTRIES (institutrice) - Sylvie CALVEZ (demandeur d'emploi) - Laurent GARDONI (cadre) - Anna ANGELI (journaliste) - Gérard LAGROST (professeur) - Danièle COTTEREAU (artiste peintre) - Alain BOULANGER (cadre commercial) - Etienne N'TSIETE-MBEMBA (maître auxiliaire) - Bernard BINDIE (comptable) - Françoise THIERS (institutrice) - Laurent ECHALIER (cadre administratif) - Salima CHERFI (institutrice) - Olivier CESSOT (cadre associatif) - Aline BENHAMOU (directrice d'école à la retraite) - Daniel QUEMENER (cadre) - Alberto SYLVAIN - Daniel SYLVESTRE (syndicaliste) - Jean-Claude ROLAND (syndicaliste) - Vincent N'GUYEN VAN HAI (étudiant) - Claude GARDONI (pilote de ligne) - Stéphane CIVEYRAC (étudiant) - Marie-Christine LUCAS (directeur financier) - Felicie CHIKPOTO (étudiante) - Vincent FARJON (professeur) - Tristan KLEIN (professeur) - Mourad DJEBBAR (lycéen) - Jean-Pierre POTOT (cadre) - Eric CALVEZ (artisan) - François CALVO (retraité) - Gérard MIN (ouvrier imprimeur) ...

- Je souhaite faire partie du Comité de soutien de Gérard SEGURA.
- Je souhaite rencontrer Gérard SEGURA.
- Je souhaite soutenir financièrement la campagne (chèque à l'ordre de l'A.F.C.E. Gérard SEGURA\*)

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Tél. : .....

Comité de soutien

13, rue Francis Creno - 93000 Aulnay-sous-Bois

Tél. : 01 48 69 06 45

Signature : .....

\* Conformément à la loi, les dons ne peuvent pas être recueillis par le candidat mais par une association de financement de la campagne électorale déclarée en Préfecture. Tout don financier ouvre droit à des déductions fiscales au regard de l'impôt sur le revenu. Un reçu sera envoyé à chaque donateur.